

Le développement humain au XXI^e siècle

Marcelle Genné

Volume 29, numéro 2, 1998

L'économie du XXI^e siècle de François Perroux à la mondialisation

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703877ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703877ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Genné, M. (1998). Le développement humain au XXI^e siècle. *Études internationales*, 29(2), 267–285. <https://doi.org/10.7202/703877ar>

Résumé de l'article

Au début des années 70, un retour en force à la conception du développement de F. Perroux centrée sur l'homme apparaît dans la littérature économique. Fidèles reflets des théories économiques, des indicateurs censés représenter le phénomène de développement reposant à la fois sur des changements mentaux et sociaux vont se multiplier. Récemment, la reformulation bipolaire - indicateurs de développement humain et indicateurs de dépenses humaines - sous forme d'indicateurs synthétiques globaux par le PNUD a engendré toute une série d'indicateurs socio-économiques modelés en fonction du concept même de développement choisi par leurs auteurs. Comme les deux visages de Janus, ces indicateurs débouchent notamment sur la définition d'une ligne de pauvreté minimale élargie aux dimensions sociales du développement.

À l'instar des théories économiques, les indicateurs dans leur conception, après avoir établi une distinction très nette entre croissance et développement, passèrent par une phase d'expressions globales amalgamant croissance et développement pour revenir, en raison de la corrélation positive entre croissance et développement, à un indicateur d'efficience qui introduit à nouveau le clivage entre croissance et développement. Ce mouvement pendulaire ouvre grand la porte au défi du développement humain dans toute sa complexité, qu'il s'agit de relever au sein d'un monde où le processus de globalisation s'accélère de jour en jour.

Le développement humain au XXI^e siècle

Marcelle GENNÉ*

RÉSUMÉ : Au début des années 70, un retour en force à la conception du développement de F. Perroux centrée sur l'homme apparaît dans la littérature économique. Fidèles reflets des théories économiques, des indicateurs censés représenter le phénomène de développement reposant à la fois sur des changements mentaux et sociaux vont se multiplier. Récemment, la reformulation bipolaire – indicateurs de développement humain et indicateurs de dépenses humaines – sous forme d'indicateurs synthétiques globaux par le PNUD a engendré toute une série d'indicateurs socio-économiques modelés en fonction du concept même de développement choisi par leurs auteurs. Comme les deux visages de Janus, ces indicateurs débouchent notamment sur la définition d'une ligne de pauvreté minimale élargie aux dimensions sociales du développement.

À l'instar des théories économiques, les indicateurs dans leur conception, après avoir établi une distinction très nette entre croissance et développement, passèrent par une phase d'expressions globales amalgamant croissance et développement pour revenir, en raison de la corrélation positive entre croissance et développement, à un indicateur d'efficience qui introduit à nouveau le clivage entre croissance et développement. Ce mouvement pendulaire ouvre grand la porte au défi du développement humain dans toute sa complexité, qu'il s'agit de relever au sein d'un monde où le processus de globalisation s'accélère de jour en jour.

ABSTRACT : At the beginning of the 70s there was a strong reappearance in economic literature of F. Perroux's conception of development, one that is centered on human beings. Many indicators supposed to represent development by reflecting mental and social changes considered to be true reflections of economic theories are going to abound. Recently, the bipolar reformulation – human development indicators and human expense indicators – by the UNDP into global synthetic indicators, has spurred an entire series of socio-economic indicators moulded according to each author's conceptualization of development. Much like the two faces of Janus, these indicators have introduced a minimal poverty line which is broadened in this paper to include the social dimensions of development.

Flowing from economic theories, these indicators established a clear distinction between growth and development. A phase of global expressions combining growth and development followed only to be replaced by a return to the positive correlation between growth and development as an indicator of efficiency which reintroduced the clear distinction between growth and development. This pendular movement exposes the challenge of human development in all its complexity, a challenge that must be met in an ever globalized world.

Depuis l'indépendance d'anciennes colonies, les spécialistes du développement économique ont orienté leurs recherches théoriques dans plusieurs directions. C'est ainsi que pour les uns, et tout particulièrement pour R. Nurkse, le développement doit se concevoir sous la forme d'un ensemble

* Professeur au Département de science économique de l'Université d'Ottawa.
Revue Études internationales, volume xxix, n° 2, juin 1998

d'objectifs à atteindre grâce à des politiques appropriées, lesquelles visent prioritairement la croissance économique et les étapes à parcourir pour y arriver. Pour les autres, et notamment pour H. B. Chenery et M. Syrquin, contrairement au courant d'idées véhiculées par les puristes de la croissance, le développement doit plutôt se concevoir comme un processus de changements structurels concomitant de la croissance dont les fruits se diffusent au sein de la population. Pour d'autres encore, tels Samir Amin et Arghiri Emmanuel, le concept de développement doit s'appréhender à l'échelle mondiale au niveau de laquelle les relations entre pays riches et pays pauvres ou entre riches et pauvres sont inégales.

Par rapport aux courants précédents, F. Perroux a une conception plus large du développement – faire croître le produit par tête – dont la représentation doit viser à la fois un « plus » être et un « mieux » être et la signification rejoint celle de la croissance à long terme. Par conséquent, l'homme se trouve d'emblée remis au centre de l'univers : il est l'alpha et l'oméga du développement. S'inscrivent dans le même ordre d'idées les recherches effectuées par un grand nombre d'économistes, précurseurs, à des degrés divers, du concept même de développement et de « capital » humain, actuellement relayé par les organisations internationales.

Or, concurremment au processus de mondialisation économique entraînant dans son mouvement centripète une concentration de plus en plus poussée des revenus entre les mains des individus les plus favorisés parmi les favorisés, s'élargit un mouvement centrifuge de paupérisation et d'exclusion pour un nombre de plus en plus grand de laissés-pour-compte. Ce phénomène de polarisation grandissant – au cours des trente dernières années, la part des 20 % les plus pauvres dans le revenu mondial est tombée de 2,3 à 1,4 %, pendant que la part des 20 % les plus riches augmentait simultanément de 70 à 85 %¹ – que la croissance économique de l'après Deuxième Guerre mondiale avait un temps occulté, F. Perroux l'avait démasqué très tôt en appelant de ses vœux la venue d'un autre paradigme de développement : « *Pour une économie de tout l'homme, de tous les hommes* ».

La dépoliarisation des revenus à l'échelle mondiale passe de toute évidence par une stratégie de développement centrée en priorité sur le bien-être des hommes – de tous les hommes –, dont les véritables agents inducteurs sont avant tout les « unités actives » dans leur processus d'expansion. Les macro-agrégats saisissant la dynamique de ces unités à l'ère de la mondialisation présentent depuis leur conception des lacunes majeures. Ils ne tiennent pas compte de l'amortissement de l'homme, « amortissement-usure et amortissement-obsolescence », contrairement au facteur capital qui est toujours dûment amorti. Mais surtout, ils ne disent rien en tant que tel sur le degré de couverture des besoins humains. Ces insuffisances de la comptabilité natio-

1. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD), *Rapport mondial sur le développement humain* 1996, Économica, *Human Development Report*, Oxford University Press, 1996.

nale ont conduit F. Perroux à faire des « compromis » pour redresser la situation.

C'est pourquoi l'exposé sur le développement humain au xxi^e siècle porte ici, dans un souci d'élargissement et éventuel renouvellement des idées et des valeurs fondamentalement perrouxiennes, sur l'économie des choses et l'économie de l'homme et surtout sur les indicateurs sociaux de développement – indicateurs sociaux selon les « domaines », replacés dans l'axe « contenu » de la grille d'analyse de F. Perroux.

I – L'économie des choses et l'économie de l'homme

Du brassage d'idées sur l'adéquation des théories économiques au monde réel allait émerger le paradigme cher à F. Perroux : celui d'une économie nécessairement insérée dans une société porteuse de croyances, d'attitudes, d'idéologies – bref, de tout un ensemble de valeurs dont il faut absolument tenir compte, comme l'affirme également J. K. Galbraith², pour ne pas élaborer des théories d'avance vouées à l'échec. De cet impératif naquit l'option prise par F. Perroux en faveur de l'économie de l'homme plutôt que de l'économie des choses.

L'objet de l'économie standard concerne, en effet, les choses qui sont représentées conformément aux schémas habituels de la pensée dominante. Ces choses s'échangent sur un marché à un prix résultant des forces soi-disant neutres qui tendent à assurer l'équilibre de l'offre et de la demande. Aux schémas de l'économie standard, F. Perroux oppose d'autres schémas qui constituent les fondements mêmes de l'économie humaine. Ces fondements se réfèrent à l'agent doté d'énergies avec lesquelles il va modifier son milieu environnant et, par un effet boomerang, se transformer lui-même. Considérant les schémas économiques de base relatifs à la consommation et l'accumulation du capital, tirés des schémas de production, il y a lieu d'observer à la fois la pertinence et l'actualité du parallèle établi par F. Perroux entre les concepts relevant de l'économie standard (Schémas A) et ceux découlant d'une économie humaine (Schémas B).

A — Schémas de consommation

Les schémas fondamentaux de consommation sont, d'après F. Perroux, de deux types différents selon qu'ils se rapportent à l'économie standard ou à l'économie humaine. Ces schémas sont respectivement les suivants :

Schéma A :

Production – investissement = Consommation ou destruction de marchandises (biens durables et non durables) dans le but de satisfaire « un désir ».

2. J. K. GALBRAITH, *The Nature of Mass Poverty*, Harmondsworth, Penguin, 1980.

Schéma B :

Hiérarchie sociale des agents ou structuration du pouvoir d'achat soluble (quantité d'énergie dépensée) dans le but de conserver ou développer l'énergie de l'agent.

B — Schémas d'accumulation

Les schémas fondamentaux d'accumulation relèvent également de l'économie standard ou de l'économie humaine. Ces schémas sont respectivement les suivants :

Schéma A :

Revenu de la production – consommation = Investissement ou épargne – amortissement en vue d'augmenter le capital net par référence à l'agent.

Schéma B :

Revenu – amortissement de l'agent = Investissement ou épargne – amortissement/usure – amortissement/obsolescence de l'agent afin d'accroître le capital structuré par rapport à l'agent. À son tour, cet accroissement de capital, en agissant indirectement sur les choses et directement sur l'agent, va déclencher l'augmentation ou la diminution des énergies de l'agent.

En fin de course du xx^e siècle, il y a lieu de constater que la conception standard de l'économie n'a apporté que des changements mineurs aux concepts dominants, dont la nature ne remet pas fondamentalement en cause la base matérielle sur laquelle elle s'est bâtie. Bousculée par les dommages causés à l'environnement et la misère grandissante de populations toujours plus nombreuses, elle va s'orienter néanmoins plus que par le passé vers la nécessaire intégration de l'environnement au calcul économique, d'une part, et vers le développement des indicateurs sociaux au profit des plus démunis, d'autre part. Ce dernier compromis, envahissant littéralement l'économie du développement depuis les années cinquante, fait de F. Perroux l'un des précurseurs des travaux réalisés sur le développement humain, après L. J. Lebreton.

II – Les indicateurs sociaux de développement

Nombreuses et diversifiées sont les publications effectuées sur les indicateurs sociaux de développement depuis le constat d'échec des différentes stratégies de développement suivies par un grand nombre de pays après leur indépendance. Si ces indicateurs sont effectivement des « compromis conformes » aux fondements de l'économie standard, il n'empêche qu'ils se présentent sous la forme de « mesures numériques de phénomènes sociaux extérieurs au fonctionnement du marché³ ».

3. F. PERROUX, « L'économie du xx^e siècle, v – Théorie générale : Les concepts, ouvrages et articles », dans *Œuvres complètes*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1991, p. 514.

F. Perroux en est venu à présenter l'ensemble des indicateurs sociaux sous forme de grille d'analyse qui regroupait les indicateurs selon leur contenu, selon leur emploi ou encore selon leurs techniques d'insertion.

Classification des indicateurs sociaux

- Selon le contenu
 - Comptes sociaux – démographiques
 - Statistiques sociales
 - selon les domaines : logement, santé, recherche
 - selon les groupes sociaux : personnes âgées, « jeunes », immigrés
 - selon l'extension : programmation du grand ensemble (national)
programmations sectorielles
 - Selon l'emploi
 - Descriptif
 - Normatif : = fonctions d'objectif
= explication des contraintes
 - Selon les techniques d'insertion
 - Comptes satellites
 - Rationalisation des choix budgétaires
 - Rapport social
 - Bilan social
-

Source : F. PERROUX, *Pour une philosophie du nouveau développement : Les concepts et les indicateurs*, Paris, Aubier-UNESCO, 1981, p. 73.

La lecture faite de cette grille selon le contenu des indicateurs permettait à son tour de les départager selon les comptes sociaux-démographiques et les statistiques sociales, les domaines, les groupes sociaux et leur extension (programmation). Un champ immense s'ouvrait par conséquent aux chercheurs en quête d'instruments théoriques susceptibles d'estimer au mieux les besoins sociaux et leur degré de couverture dans l'espace et dans le temps. Une brèche était faite dans la forteresse de l'économie standard qui n'arrivait pas à tenir ses promesses – la meilleure allocation des ressources rares ne profitait pas à tous – dans laquelle allaient s'engouffrer les recherches faites sur le développement humain.

Ainsi entendue, l'économie ne pouvait qu'être mise au service de « tout l'homme », de « tous les hommes ». L'homme n'est pas dans cette perspective un simple facteur de production, à l'instar du capital. Guidé par les valeurs qui l'animent, il est le moteur et la fin de la production. C'est ainsi que l'économie devient source de liberté : « La libération de la misère est le contenu concret de base de toute liberté⁴. » Par conséquent, l'économie redevient ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : une science de la vie au service du développement humain.

4. H. BARTOLI, *Économie et création collective*, Paris, Economica, p. 168.

A — Mesures de la pauvreté

Le *Manuel de l'enquêteur* de L. J. Lebreton, version renouvelée de la brochure publiée en 1944 par Économie et Humanisme, sous le titre *Méthode d'enquête*, se présente comme un guide pratique de l'enquête sociale, et constitue la source d'inspiration par excellence aux nombreux travaux des spécialistes de l'aménagement du territoire dans leur tentative de faire correspondre « la détection des besoins humains et des possibilités d'y répondre ». C'est ainsi que dans une perspective d'action, L.J. Lebreton établit une triple catégorie de besoins : les besoins essentiels incompressibles (secteur primaire), les besoins de facilité et de confort (secteur secondaire) et les besoins de dépassement (secteur tertiaire). Ces besoins ne peuvent évidemment être satisfaits que grâce à la production ou l'échange international⁵.

Les célèbres diagrammes de l'ensemble des besoins, présentés sous la forme de papillons ou de toiles d'araignées, sont des outils particulièrement utiles et séduisants. Ainsi, le diagramme concentrique de la ventilation des dépenses des familles de mineurs en Lorraine constitue un exemple de tracé parmi bien d'autres, plus que jamais d'actualité, d'une véritable carte de la couverture des besoins essentiels des plus pauvres.

Dans le même ordre d'idées que celles avancées par L. J. Lebreton, F. Perroux allait définir les « coûts de l'homme » comme étant « les frais fondamentaux sur le statut humain de la vie » qui constituaient un minimum à couvrir avant tout autre besoin⁶. Ultérieurement, d'autres économistes proposèrent également des indicateurs simples ou composites susceptibles de mesurer la pauvreté. L'objectif de ces raffinements théoriques est de s'assurer que les besoins essentiels sont adéquatement couverts par les instruments proposés.

Au niveau du contenu, il est de plus en plus courant d'appeler indicateurs sociaux des instruments de mesure du degré de couverture des besoins essentiels que sont la santé, la nutrition, l'éducation et d'autres besoins socio-culturels⁷. De nombreuses recherches furent entreprises sur des dimensions autres que le PIB *per capita* ou sur la « qualité matérielle de vie ». À la recherche d'un indicateur susceptible de rassembler un certain nombre d'éléments hétérogènes caractérisant le développement, des percées théoriques, qui eurent tendance à confluer vers la définition d'un concept de « ligne de pauvreté » minimale, virent le jour.

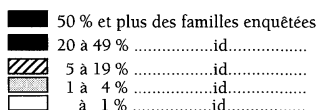
Les jalons qui furent posés successivement dans ce sens empruntèrent un certain nombre d'éléments à A.K. Sen pour qui le concept de pauvreté est essentiellement lié au droit de tout un chacun — « entitlement » — à un ensemble de biens et services nécessaires à la couverture des besoins essen-

5. L. J. LEBRETON, *Guide pratique de l'enquête sociale*. I. *Manuel de l'enquêteur*, Paris, Presses universitaires de France, 1952, p. 7.

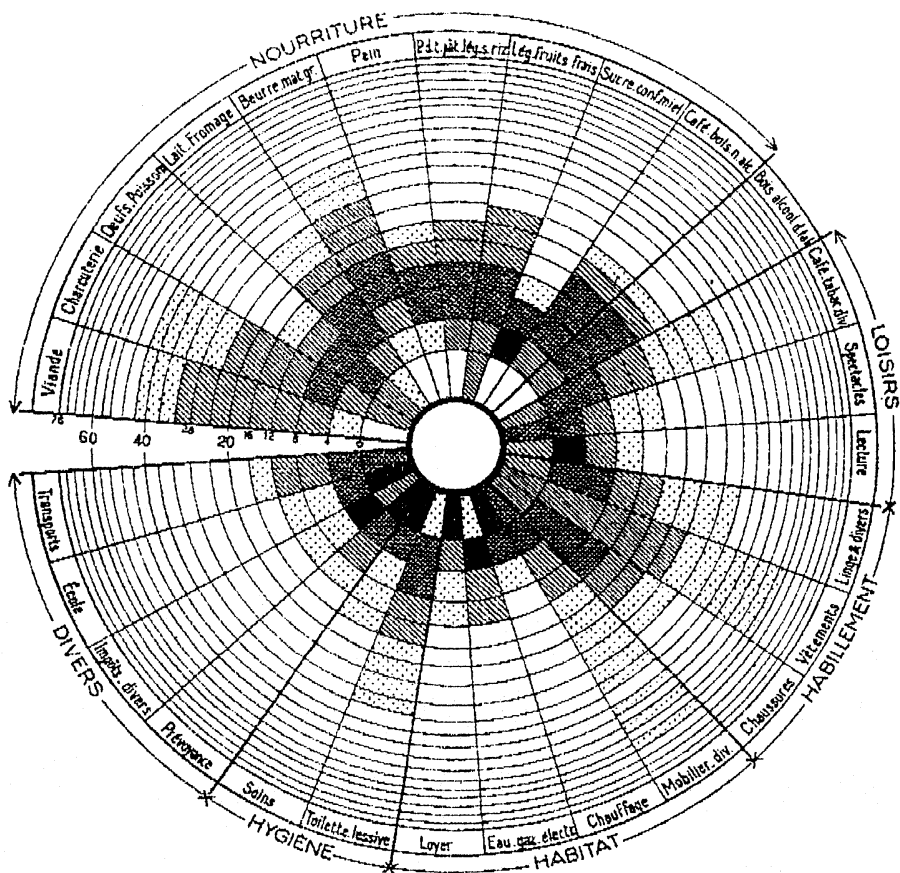
6. F. PERROUX, « Les coûts de l'homme », *Économie appliquée*, n° 1, 1952.

7. N. HICKS et P. STEETEN, « Indicators of Development : The Search for a Basic Needs Yardstick », *World Development*, vol. 7, n° 3, 1979.

Diagramme collectif de budget familial



Les zones concentriques représentent des dépenses s'échelonnant de 0 à 7,600 francs par tranches de 400 francs.



Source: Centre d'informations et d'études d'économie humaine en Lorraine.

tiels. Ainsi, la concaténation des mesures de la pauvreté, mesures qui consistaient d'abord à compter les pauvres (head-count ratio) et à évaluer ensuite l'écart existant entre le revenu des pauvres et le revenu normatif de pauvreté (deprivation) a engendré le fameux indice de pauvreté de Sen, indice de référence qui tiendra compte à la fois du nombre de pauvres, de leur degré de pauvreté et de la distribution des revenus entre eux⁸.

8. M. GENNÉ, « Réflexion sur les indicateurs de développement humain », *Revue canadienne d'études du développement*, vol. XIII, n° 1, 1992, pp. 82-83.

$$P_s = H (I + (1 - I)G) \quad \text{où}$$

P_s = indice de pauvreté de Sen

H = q/n ou rapport du nombre de pauvres q par la population

$I = \sum(g_i/qz)$ où $g_i = z - y_i$

G = coefficient de Gini afférent à la population pauvre

z = ligne de pauvreté

y_i = revenu de l'individu i

En raison du biais introduit pratiquement dans cet indicateur au profit de la réduction du nombre des pauvres, celui-ci suscita l'apparition de toute une gamme d'indicateurs paramétriques dont la mesure était proportionnée aux trois aspects de la question⁹.

Après l'indicateur de pauvreté de A. K. Sen vint l'indicateur de la qualité matérielle de vie (IQMV) de l'Overseas Development Council, forgé par Morris D. Morris, – dont le contenu rejoignait les travaux antérieurs effectués sur la technique de mesure du degré de la couverture des besoins essentiels –, comme autant de jalons alignés l'un derrière l'autre pour saisir le développement humain. L'ère des indicateurs sociaux, ou des compromis, si bien identifiés par F. Perroux, occupait de plus en plus de place dans la littérature économique, et dans les programmes d'action des organisations internationales – pour culminer dans les rapports sur le développement humain du PNUD, sans pour autant remettre en cause le paradigme du système économique basé sur l'équilibre général des marchés.

B — Indicateurs de développement humain

Progressivement, la pertinence du seul indicateur utilisé pour représenter le phénomène de pauvreté dont souffrent les individus – le PIB *per capita* – fut contestée. De là allait naître quantité d'indicateurs sociaux nouveaux susceptibles de mieux appréhender la situation. Et parmi ces indicateurs figurent, après les balbutiements de l'IRNUDS en la matière, les indicateurs de couverture des besoins essentiels du BIT ainsi que, depuis les années 90, les indicateurs de développement humain du PNUD. Sur le plan théorique cependant, ces indicateurs ne sont pas sans rappeler les indicateurs sociaux de J. L. Lebreton, F. Perroux et D. Goulet en ce qui concerne leurs fondements théoriques ; sur le plan pratique, les indicateurs du PNUD ne sont pas étrangers non plus à ceux de M. D. Morris en ce qui a trait cette fois à la technique de mesure.

1. Concept d'indicateur de développement humain du PNUD

Selon les auteurs du premier rapport sur le développement humain du PNUD, placé sous la direction de Mahbub ul Haq, comme d'ailleurs les rapports subséquents, le développement humain est un « processus d'élargissement des

9. J. E. FOSTER, J. GREER et E. THORBECKE, « A Class of Decomposable Poverty Measures », *Econometrica*, vol. 52, 1981, pp. 761-766.

possibilités de choix offertes aux individus ». Cette conception est en quelque sorte l'image de celle déjà avancée en 1971 par D. Goulet fidèlement réfléchie dans la conception de l'indicateur de développement humain du PNUD. En effet, selon A. P. Thirlwall, la conception de D. Goulet peut se résumer en ces phrases lapidaires¹⁰ :

Aucun homme (femme) n'est libre s'il est dans l'impossibilité de choisir, s'il végète (prisonnier) au niveau de subsistance, sans éducation ni habileté. L'avantage du développement matériel est qu'il élargit l'éventail des choix humains ouverts aux individus et aux sociétés.

Toute la philosophie du PNUD, telle qu'exprimée dans ses rapports successifs sur le développement humain, se constitue à partir des apports antérieurs pour donner son expression à la notion de développement humain, et d'abord – en remontant la lignée de ses protagonistes – de ceux de D. Goulet à qui ils empruntent les idées maîtresses développées dans *The Cruel Choice: A New Concept on the Theory of Development*¹¹. En effet, pour D. Goulet le concept de développement humain devrait couvrir 3 champs vitaux :

- le support de la vie ou la couverture des besoins essentiels – *life sustenance* ;
- l'estime de soi ou l'élimination des phénomènes de domination et de dépendance – *self esteem* ;
- la liberté de choix – *freedom*.

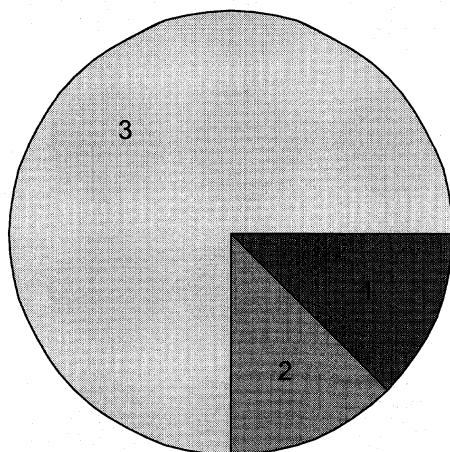
Étant donné que la croissance du PIB ne garantit pas que le développement de « tout l'homme et de tous les hommes » soit réalisé, les auteurs du premier rapport sur le développement humain ont estimé qu'il était souhaitable de rassembler dans un même indicateur les éléments – possibilités de choix – qui étaient les plus susceptibles de caractériser le développement humain : la longévité, l'éducation et le niveau de vie. Cette conception plus large du développement prend sa source dans les travaux plus lointains de F. Perroux sur la « couverture des frais fondamentaux du statut humain de la vie » et ceux de L. J. Lebreton sur les besoins humains.

Compte tenu de ces antécédents théoriques, le PNUD va définir son indice composite de développement humain dont le premier élément sera évalué par l'espérance de vie à la naissance, le deuxième par le taux d'alphabétisation des adultes et le troisième par le niveau de vie de la population, ajusté au pouvoir d'achat de la monnaie du pays considéré.

10. A. P. THIRLWALL, *Growth & Development*, Londres, Macmillan Press, 1983, p. 8.

11. D. GOULET, *The Cruel Choice: A New Concept on the Theory of Development*, New York, Atheneum, 1971.

Indicateur de développement humain du PNUD (IDH)



Les valeurs objectives prises par les trois éléments constitutifs de l'indicateur de développement humain sont à l'origine définies par le PNUD de la façon suivante¹² :

1. longévité : une espérance de vie se situant entre les valeurs minimale et maximale mondiales en 1987 ;
2. éducation : un taux d'alphabétisation se situant également entre les valeurs minimale et maximale mondiales ;
3. niveau de vie : un PIB par tête se situant entre les valeurs minimale et maximale mondiales, cette dernière correspondant à la moyenne des seuils de pauvreté existant dans un certain nombre de pays industrialisés.

À partir de la conception que le PNUD se fait du développement humain – élargissement des possibilités de choix – les besoins considérés comme prioritaires seront d'abord identifiés pour être ensuite exprimés conformément à la technique de mesure de M. D. Morris. C'est ainsi que les valeurs objectives maximales et minimales prises par chacune des trois variables observées à l'échelle mondiale vont constituer les deux balises, ou seuils, de l'indicateur de développement humain, chiffrées de zéro à un, entre lesquelles les valeurs des variables respectives d'un pays donné vont se situer. Pour exprimer l'IDH de tout pays, une fois connue la valeur de ses éléments respectifs, il suffira d'établir d'abord le rapport d'amplitude (range) entre d'une part la valeur des éléments d'un pays donné et la valeur maximale des mêmes éléments à l'échelle mondiale, et d'autre part, entre la valeur minimale et la valeur maximale de ces éléments à l'échelle mondiale. Le rapport d'amplitudes

12. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD), *Rapport mondial sur le développement humain 1990*, Économica, *Human Development Report*, Oxford University Press, 1990, pp. 13, 109 et 134.

conséquent (I_{ij}) indiquera la position de tout pays vis-à-vis de celle du mieux nanti (déprivation) face à la position du pays le plus démuné vis-à-vis de celle du mieux nanti dans le monde. La moyenne simple tirée de la somme des trois rapports d'amplitudes préétablis retranchée de l'unité va constituer en définitive le véritable indicateur de développement humain, dont l'élément PIB aura été au préalable ajusté au pouvoir d'achat national en affectant son utilité d'un paramètre censé représenter le rendement décroissant de la transformation des revenus en capacité de choix.

$$I_{ij} = \frac{(\max_j X_{ij} - X_{ij})}{(\max_j X_{ij} - \min_j X_{ij})}$$

où i = l'une des 3 variables indiciaires
 j = le pays considéré

$$I_j = \sum_{i=1}^3 I_{ij} / 3$$

$$(HDI)_j = (1 - I_j)$$

Le classement des pays par ordre de développement humain, croissant ou décroissant, sera sensiblement différent d'un classement qui aurait été effectué en fonction du seul critère du PIB par tête. Ce nouvel indicateur, dont la filiation avec les précédents est évidente, appelle quelques commentaires. En effet, si le but du développement est d'abord d'éliminer la pauvreté, il n'apparaît nullement justifié de définir le développement en termes de capacité de choix plutôt qu'en termes de besoins essentiels : l'expression des deux contenus se retrouvent d'ailleurs au coude à coude tout au long des développements faits sur la question. Ensuite, la sélection faite d'un certain nombre de pays industrialisés plutôt que d'autres dans le calcul de la ligne de pauvreté moyenne de référence apparaît sans fondement théorique. Enfin, ni le taux d'alphabétisation des adultes, ni l'espérance de vie ne s'établissent sur le même canevas théorique que le revenu *per capita*.

Le concept initial d'indicateur de développement humain du PNUD a principalement évolué sur deux plans depuis la publication du premier rapport de cette organisation sur la question : d'une part il a connu une série de transformations intrinsèques de ses éléments susceptibles de mieux représenter son objet – le phénomène de développement humain dans un pays donné –, d'autre part il a pris des acceptions nouvelles, notamment dans les essais successifs de balisage des éléments de l'indicateur, pour saisir à sa plus juste valeur l'évolution du phénomène.

2. Transformations intrinsèques et évolution de l'IDH

Les transformations de l'IDH touchent d'une part la détermination des seuils des différents éléments constitutifs de l'indicateur ainsi que l'expression même des deuxième et troisième éléments, l'alphabétisation et le revenu, sans que pour autant ni l'idée des possibilités de choix, ni la technique de mesure ne soient véritablement remises en question. Plus précisément ces transformations portent sur les points suivants :

- Élargissement de l'intervalle balisant l'espérance de vie dans le monde et blocage des seuils minima et maxima servant de terme de référence au pays considéré ;
- Transformation de l'élément « éducation » conjuguant dorénavant le taux d'alphabétisation au nombre d'années de scolarité ;
- Ajustement de l'élément « revenus » conformément à la loi de l'utilité marginale, comme suit :

$$\text{HDI version originale : } W(y) = \frac{1}{1 - \epsilon} \times y^{1 - \epsilon}$$

$$W(y) = \log y$$

où $\epsilon = 0$ pour tout $y > y^*$ (ligne de pauvreté)

$$\text{HDI versions ultérieures : } W(y) = \frac{1}{1 - \epsilon} \times y^{1 - \epsilon}$$

$$W(y) = \log y$$

où ϵ croît avec l'augmentation des revenus.

Pour mieux rendre compte du phénomène d'élasticité, l'amplitude des revenus sera divisée en multiples de la ligne de pauvreté y^* . Étant donné que dans la plupart des pays pauvres, le revenu actuel y est inférieur à y^* , il s'ensuit que $\epsilon = 0$ pour ces pays-là. Par contre, pour tout $y^* < y < 2y^*$, l'élasticité $\epsilon = 1/2$, pour tout $2y^* < y < 3y^*$, l'élasticité $\epsilon = 1/3$, et ainsi de suite.

$$W(y) = y^* + 2(y - y^*)^{1/2} + 3(y - 2y^*)^{1/3} \dots \text{etc.}$$

Cette dernière modification doit également tenir compte du changement portant sur la fixation de la valeur minimale et la valeur maximale des seuils des revenus qui correspondront désormais à la valeur observée et à la moyenne des valeurs anticipées des seuils mondiaux respectivement¹³.

Après une première réflexion sur les indicateurs de développement humain, il apparaît que le PNUD a effectué un retour en force au paradigme néo-classique dominant, et particulièrement à la loi de l'utilité marginale. À l'avenir, en effet, l'élaboration des indicateurs devrait se conformer pleinement à cette pensée. Or cette loi – la célèbre formule d'Atkinson – utilisée ici dans le processus d'intégration de la décroissance de l'utilité marginale en fonction de l'augmentation des revenus, a toujours suscité un profond désaccord entre les économistes. Certains considèrent, en effet, que les choix individuels s'effectuent selon les besoins concrets de tout un chacun. D'autres, estiment que les choix individuels s'opèrent plutôt à la lumière d'un concept abstrait d'utilité. Évidemment, seule la confrontation de la théorie aux faits permettrait de sortir de cette ambivalence : la réalité ne révèle-t-elle pas qu'« en général, les êtres humains satisfont d'abord leur faim, et non leur désir d'un déguisement,

13. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD), *Rapport mondial sur le développement humain 1994*, Économica, Human Development Report, Oxford University Press, 1994.

lorsque leurs revenus suffisent tout juste à acheter de la nourriture¹⁴ » ? Et c'est précisément cette base objective, occultée pendant longtemps par la théorie de l'utilité, qui refait surface avec la théorie des besoins essentiels, dont le contenu concret a été identifié on ne peut plus clairement par le BIT en 1976 dans sa stratégie de développement. Pour couvrir ces besoins, encore faudrait-il que les acteurs puissent participer au développement et à la croissance en travaillant ou, en d'autres termes, qu'ils détiennent un certain pouvoir réel.

Les transformations de l'IDH, d'autre part, sur l'opportunité de maintenir les seuils minima et maxima des éléments de l'indicateur sont fixes dans le temps. En effet, il est apparu rapidement que la non constance de ces seuils, telle que requise dans la version originale de l'indicateur de développement humain ne permettait pas de suivre l'évaluation des efforts accomplis par un pays donné dans le temps. Voilà pourquoi l'indicateur fut modifié comme suit :

$$Z_{ijt} = \frac{[X_{ijt} - \min_{j,t} X_{ijt}]}{[\max_{j,t} X_{ijt} - \min_{j,t} X_{ijt}]}$$

soit globalement :

$$Z_{jt} = \sum_{i=1}^3 Z_{ijt} / 3$$

$$(MHDI)_{jt} = (1 - Z_{jt})$$

Dans l'expression modifiée de l'indicateur de développement humain (MHDI), les minima et maxima ne sont plus définis à un moment donné, mais pour une période donnée. En conséquence, la balise minimale restera fixe, quelle que soit la longueur de la période considérée, tandis que la balise maximale variera au cours de la même période. Cet indicateur n'apparut toutefois pas plus convaincant que le précédent et dut, à son tour, être abandonné.

Évidemment, du balisage des éléments va dépendre en partie l'estimation de l'IDH. C'est la raison pour laquelle le PNUD remit à plusieurs reprises sur le métier son ouvrage de définition des seuils des éléments constitutifs de l'indicateur de développement humain¹⁵. Réflexion faite, ils en arrivèrent à la conclusion que si le choix des bornes peut se défendre rétrospectivement, le passé évidemment ne réservant pas de surprises, il n'en va pas de même anticipativement. Ce raisonnement les conduisit à remettre notamment en cause le choix d'un plafond, balise maximale, imposé à l'élément revenu, soit la moyenne des lignes de pauvreté d'un certain nombre de pays industrialisés

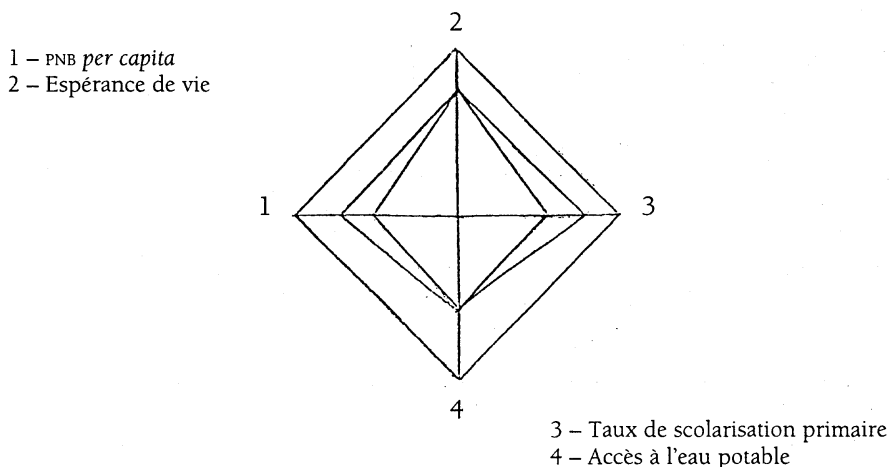
14. Douglas GREENWALD, dir., *Encyclopédie économique*, Édition spéciale pour les Éditions de G. Vermette, chapitre 4 : Utilité, 1984, p. 1080.

15. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD), *Rapport mondial sur le développement humain 1993*, Économica, *Human Development Report*, Oxford University Press, 1993.

en 1987, dans l'expression de l'indicateur de développement humain¹⁶. Cette reconsidération faite dans le rapport sur le développement humain du PNUD de 1994, n'est toujours pas pleinement satisfaisante pour autant, dans la mesure où les seuils des éléments de l'indicateur ont pris, en définitive, des « valeurs normatives ». En effet, tant les minima que les maxima, ont été fixés pour l'espérance de vie, l'alphabetisation des adultes, le nombre moyen d'années d'études et le revenu. Les maxima, tout comme les minima, ne correspondront plus aux valeurs existant dans un pays donné à un moment donné, mais refléteront les valeurs anticipées (2020) ou observées (1960) sur une période longue de 60 ans.

Du va-et-vient théorique, telle la marée montante et descendante, les difficultés d'appréhender valablement les éléments du développement humain par un indice composite éclatent au grand jour, en même temps que la prise de conscience du caractère multidimensionnel du phénomène se fait plus aiguë. Et si, en dépit des corrections apportées, l'objection initiale relative au choix des bornes et au classement qui en résulte demeure valable, le temps n'est-il pas venu de questionner la valeur des essais de généralisation de la mise en application des indicateurs de développement humain à la taille du monde pour en tirer une échelle de l'état de pauvreté des pays de notre planète? Les grandes fresques sur le développement humain ont certes leur utilité, lorsqu'elles sont l'objet d'un approfondissement par pays. Mais plutôt que d'effectuer des comparaisons au niveau mondial, ne vaudrait-il pas mieux les mener, comme le fait la Banque mondiale depuis quelque temps, au sein d'un groupe de pays qui ont un profil de développement similaire?

Indicateurs sociaux de la BM (ISBM)



Source : *Annuaire des indicateurs sociaux de la Banque mondiale*, 1994.

16. M. GENNÉ, « Les indicateurs de développement humain, Madagascar et la ligne de pauvreté minimale élargie », *Informations et commentaires*, n° 85, 1993, pp. 17-20.

La comparaison des besoins sociaux sous forme de losanges reliant les points des performances acquises (« diamond-shaped ») – espérance de vie, taux de scolarisation primaire, accès à l'eau potable et PNB *per capita* – d'un pays pauvre par rapport à celles atteintes en moyenne par un groupe d'autres pays pauvres, pris comme cible, servirait de guide à l'action. Le diagramme ci-dessus pourrait représenter par exemple le tracé approximatif du développement de la Mauritanie ou du Mali par rapport à celui de l'ensemble des pays pauvres d'Afrique au cours des dernières années – référence plus significative que toute comparaison faite avec un pays riche, un groupe de pays riches ou encore tous les pays du monde, pays dont les pondérations auraient été établies au préalable pour chaque élément de l'indicateur synthétique.

III – Les indicateurs de dépenses humaines

Comme en témoigne la publication des rapports successifs sur le développement humain du PNUD, l'indicateur de développement humain se prête à de multiples ventilations, en particulier entre urbains et ruraux, hommes et femmes, classes sociales, etc. – et à de nombreux élargissements, en particulier aux choix relatifs à la « sécurité humaine » sous toutes ses formes : économique, alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle et communautaire ainsi qu'à la paix¹⁷. Parallèlement à cette floraison d'indicateurs de développement humain, le PNUD va développer un instrument de mesure susceptible cette fois de saisir le phénomène de développement sous l'angle de la dépense. Mais, quel que soit l'indicateur choisi, l'utilité de définir une ligne de pauvreté élargie apparaît.

A — Indicateur de dépenses humaines

Avec l'indicateur de développement humain, le PNUD redécouvre très tôt la nécessaire complémentarité entre les dépenses privées et publiques, entre les dépenses dites « primaires » et « secondaires »¹⁸. Les indicateurs de dépenses humaines (IBH) étaient nés. Par conséquent, le rôle que devrait jouer l'État, en tant que moteur du développement, prend le devant de la scène. Au niveau des politiques économiques gouvernementales susceptibles de se traduire par une amélioration de l'indicateur de développement humain, les auteurs du deuxième rapport sur le développement humain vont se placer au niveau sectoriel, sans faire cette fois le lien avec les dépenses privées à tous les niveaux.

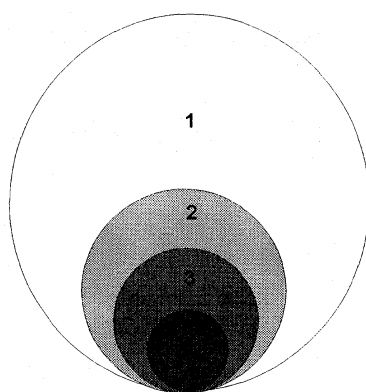
Les politiques méso-économiques publiques vont avoir un impact sur la structure des budgets, dont la décomposition en chaîne se présente sous la forme d'un ensemble de rapports successifs :

17. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD), *Rapport mondial sur le développement humain 1994*, Économica, *Human Development Report*, Oxford University Press, 1994.

18. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD), *Rapport mondial sur le développement humain 1992*, Économica, *Human Development Report*, Oxford University Press, 1992.

1. rapport des dépenses publiques au produit national brut (G/Y);
2. rapport des dépenses sociales publiques à l'ensemble des dépenses publiques (S/G);
3. rapport des dépenses sociales humaines prioritaires publiques aux dépenses sociales (DHP/S);
4. rapport des dépenses sociales humaines prioritaires publiques au produit national brut ($G/Y \times S/G \times (DHP/S)$).

Indicateurs de dépenses humaines du PNUD (IBH)



La multiplication des maillons de cette chaîne donne naissance à un nouveau classement des pays de ce monde en fonction de la part prise par les dépenses sociales publiques prioritaires dans le produit national brut. Une meilleure connaissance de la structure des dépenses publiques constitue un préalable à leur restructuration en faveur du développement. C'est ainsi que préalablement au Sommet social de Copenhague en 1995, le PNUD proposa au concert des nations « un pacte 20-20 », 20 % du budget et 20 % de l'aide internationale en faveur des dépenses sociales publiques prioritaires, pour les années à venir¹⁹.

B — La ligne de pauvreté minimale élargie

Les recherches faites à ce jour sur les indicateurs de développement humain (IDH) et les indicateurs de dépenses humaines (IBH) montrent qu'ils se chevauchent, au moins partiellement, ou se complètent. Certaines d'entre elles ont en outre établi un haut degré de corrélation entre le PNB par tête,

19. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD), *Rapport mondial sur le développement humain 1994*, Economica, *Human Development Report*, Oxford University Press, 1994.

d'une part, et les autres indicateurs sociaux, d'autre part²⁰. D'autres, tout au contraire, ont estimé qu'il n'existait aucune corrélation significative entre le PNB par tête et les indicateurs sociaux²¹. En fait, des situations très contrastées selon les pays considérés ont été identifiées en 1993 par le PNUD²². Dans les pays riches, les indicateurs économiques et sociaux varient actuellement dans le même sens. En revanche, ce n'est évidemment pas le cas dans les pays pauvres. Mais, quels que soient les pays considérés, seuls sont efficaces les pays qui parviennent à long terme, grâce à des politiques appropriées, à convertir la croissance en potentialités de développement.

Pratiquement, les potentialités correspondent aux éléments de l'indicateur de développement humain, revenu exclu (IDH*). Appelé indicateur d'efficience, cet indicateur tronqué n'est pas sans rappeler en quelque sorte l'indicateur des besoins essentiels du BIT pour qui la croissance demeure prioritaire ou « nodale ». Il doit être rapproché également de l'indicateur de pénurie de capacité (IPC), qui plutôt que de mesurer la valeur moyenne des potentialités humaines, va représenter le pourcentage d'individus n'ayant pas accès au minimum de ces capacités, soit pouvoir s'alimenter correctement et être en bonne santé, ensuite, enfanter dans des conditions salubres et, enfin, s'instruire et s'informer. L'indicateur de pénurie de capacités est en définitive un indicateur – au contenu variable – exprimant sous forme de moyenne arithmétique simple, la pauvreté, voire la détresse, humaine²³. Évidemment, cet indicateur n'est pas sans poser la question de la pertinence de l'amalgame fait jusqu'ici du PIB, de l'espérance de vie et de l'éducation dans un même indicateur synthétique. Certes, cette combinaison d'éléments qui ne s'accordent guère, parce qu'étant en général dépendants, est aussi le fait de la Banque mondiale dans le choix des éléments constitutifs des losanges de développement. Et cette corrélation très étroite existant à terme entre les divers éléments de l'IDH renvoie une fois de plus à la théorie des besoins essentiels de J.L. Lebreton et des besoins sociaux définis par F. Perroux.

Pour sortir de toute espèce d'ambivalence caractérisant les indicateurs précédents – indicateurs de mesure de la pauvreté –, il faudrait s'engager résolument, comme le proposait déjà le rapport du PNUD en 1991, dans la voie de la complémentarité des dépenses publiques avec les dépenses privées de développement. C'est ainsi que pour bien traduire la rigueur de la pauvreté par un seul indicateur synthétique, il paraît opportun d'exprimer le standard de vie des individus par rapport à une norme minimale préétablie. En principe, pour comprendre le phénomène, il faudrait avoir recours tant à l'expression absolue que relative de la pauvreté. S'intéressant à l'état de pauvreté des

20. D. Mc GRANHAM, « Development Indicators and Development Models », *Journal of Development Studies*, vol. 8, n° 1, 1972.

21. D. MORAWETZ, *Twenty-Five Years of Economic Development 1950-1975*, Washington, World Bank, 1977.

22. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD), *Rapport sur le développement humain 1996*, Économica, *Human Development Report*, Oxford University Press, 1996.

23. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD), *idem*.

individus, le PNUD opte néanmoins d'abord et avant tout pour un concept de pauvreté absolue. Fondamentalement, ce concept représente l'état de privation ou de pénurie de capacités, privation du droit des individus à la couverture de leurs besoins essentiels²⁴. Précisément, c'est aussi cette privation qui nous avait conduit à proposer en 1991 un nouvel indicateur susceptible d'intégrer les dimensions sociales à la planification globale sous la forme d'une ligne de pauvreté minimale – traditionnellement la ligne de pauvreté couvre un minimum de dépenses en biens de consommation alimentaire et biens de consommation non alimentaire – élargie aux dépenses sociales prioritaires de consommation publique²⁵. Or rien ne s'oppose à ce que certaines dépenses d'investissement publiques – écoles, hôpitaux, etc. – soient ajoutées aux dépenses de consommation privées pour construire cet indicateur de bien-être original – la LPME – laquelle serait susceptible de servir de trait d'union entre l'IDH et l'IBH.

$$LPME = C_{fm} + C_{nfs} + G_{sp}$$

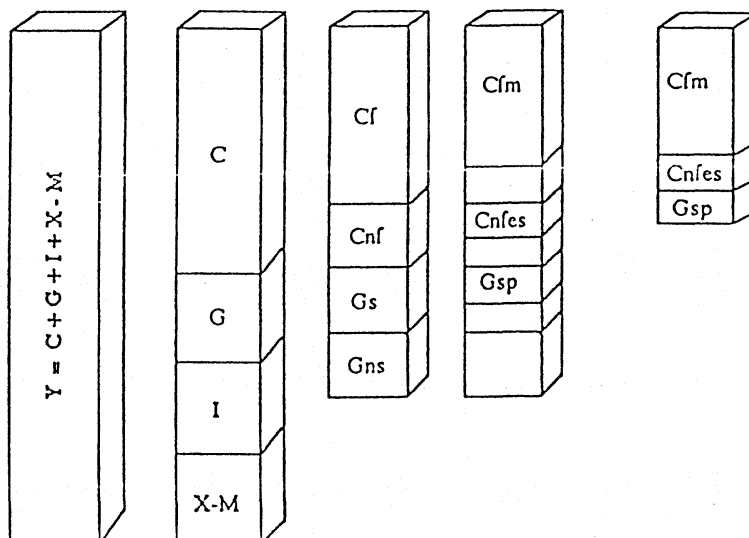
où LPME = Ligne de pauvreté minimale élargie

C_{fm} = Consommation alimentaire minimale

C_{nfs} = Consommation non alimentaire essentielle

G_{sp} = Dépenses gouvernementales sociales prioritaires

Ligne de pauvreté minimale élargie



24. M. MEIER, *Leading Issues in Economic Development*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 9.

25. M. GENNÉ, *Rapport de mission sur l'intégration des dimensions sociales à la planification de Madagascar*, effectuée pour le PNUD en 1991, confidentiel.

Le minimum de biens de consommation privée, fixé d'après les enquêtes de consommation effectuées dans un pays donné, plus le minimum de biens de consommation publique, estimé d'après les besoins minima, constitueraient donc l'indicateur de pauvreté minimale – véritable étalon de mesure de la pauvreté. Cette ligne de pauvreté minimale élargie a l'avantage de se prêter directement à toute programmation ou planification du développement socio-économique d'un pays. Par conséquent, pour que le développement humain des plus pauvres s'améliore, ce qui implique par ailleurs au minimum la constance du capital écologique, une restructuration des investissements s'impose de toute évidence.

Conclusion

Sur les traces des économistes spécialisés dans les indicateurs sociaux de développement, il apparaît que l'œuvre de F. Perroux est incontournable, dans la mesure où cet auteur nous donne des pistes de recherche comme autant de bourgeons qui ne demandent qu'à fleurir au cours du XXI^e siècle. Ces indicateurs sont, à l'image de l'homme, complexes dans leur diversité. Cette complexité a débouché sur un essai d'intégration plus large des dimensions humaines sous la forme d'une proposition de méthodologie – la ligne de pauvreté minimale élargie – susceptible de mesurer plus complètement le phénomène pauvreté. Il est vrai que l'estimation de certaines variables, telles que la consommation des biens non alimentaires ou le revenu disponible par tête, comporte toujours une certaine dose d'erreurs. Il est également vrai que le minimum nutritionnel requis peut varier, jusqu'à un certain point, d'un individu à l'autre, d'un climat à l'autre, etc. Il est aussi vrai qu'un minimum de revenus n'assure pas que celui-ci soit dépensé rationnellement.

Mais quels que soient les indicateurs préconisés, la distribution des revenus et l'état de couverture des besoins essentiels des plus pauvres va permettre de cibler et d'orienter l'action en conséquence. Certes, lorsque la grande majorité des individus aura atteint le minimum, la barre ou la ligne de pauvreté sera placée plus haut. C'est tout un programme qui constitue le défi humain par excellence du prochain siècle.